

*Fernand Pelloutier**Cahiers de recherche et de libre discussion sur les problèmes de l'éducation et de l'action ouvrières.*

78, RUE DE L'UNIVERSITE — PARIS (VII) LITRE 50-40 — C. C. P. Paris 2.850-04

« Nous sommes les ennemis irréconciliables de tout despotisme moral ou collectif, c'est-à-dire des lois et des dictatures y compris celle du prolétariat, et les amants passionnés de la culture de soi-même. La mission révolutionnaire du prolétariat éclairé est de poursuivre plus méthodiquement, plus obstinément que jamais, l'œuvre d'éducation morale, administrative et technique pour rendre viable une société d'hommes fiers et libres ».

FERNAND PELLOUTIER.
1er Mai 1895.

SOMMAIRE - n° 1 - Mai-Juin 1949

	Pages
- Avant-propos	
- Fernand PELLOUTIER par G. VIDALENC	5
- <u>Débats</u> : Les tâches immédiates de l'Education Ouvr.	10
- La structure Fédérale et son histoire	18
- <u>Les textes à relire</u> : Morale de la production par Ch. GUIEYSSE	21
- <u>Documents</u> : A. sur le syndicalisme aux U.S.A. B. La vie d'une enfant français racontée à un enfant russe.	24

Le numéro : 20 f. - Abonnement ordinaire : 6 numéros 100 f.
 abon. de soutien : 6 numéros 200 f.
 minimum
 par virement au C.C.P. de la Fédération de l'Education Na-
 tionale PARIS 2850-04.

Envoyer toute la correspondance à WALUSINSKI - Gérant.

AVANT PROPOS

Aujourd'hui, alors que le mouvement ouvrier traverse une crise, alors que toute la civilisation, la culture humaines hésitent comme au bord d'un précipice et déjà tentés par le néant, ce dont nous avons le plus besoin c'est de lucidité. Pour être lucides il faut que calmement nous puissions réfléchir, analyser les situations dans lesquelles l'histoire ou le hasard nous placent, que librement nous puissions les uns et les autres exposer nos idées, les confronter et finalement nous aider à voir clair pour agir bien.

Pour faire cela, est-il besoin direz-vous d'une nouvelle revue ? Il en existe, nous le savons bien, quelques unes qui sont bonnes, de plus rares qu'il sont excellentes et qui envisagent les grandes questions qui se posent au mouvement ouvrier, soit d'un point de vue général, soit sous l'angle de la lutte syndicale dans une corporation déterminée.

Mais précisément il n'en est pas qui envisage ces problèmes sous l'angle de l'éducation. Et nous pensons que c'est une façon d'aborder les questions qui doit particulièrement intéresser les syndicalistes libres.

Dès qu'il se syndique, pourrons-nous dire, le travailleur fait oeuvre d'auto-éducation la vie syndicale restant en dernière analyse l'élément fondamental de l'éducation ouvrière. Mais à cela le syndicat, quand il est confédéré, apporte un complément indispensable. Au sein de l'Union Départementale, au sein de la Fédération et de la Confédération le travailleur prend conscience de la solidarité de tous ceux qui produisent et qu'après la défense de leurs intérêts légitimes ils ont ensemble à lutter pour une société plus juste dont ils auront le droit d'être fiers.

C'est alors que se posent tous les problèmes d'Education, tous ces problèmes qu'il faut essayer de résoudre si l'on veut voir loin.

Sans doute les instituteurs et les professeurs qui sont des syndicalistes ont-ils déjà pensé à certaines de ces questions. Mais elles ne peuvent être l'affaire des seuls spécialistes. Et les spécialistes eux-mêmes ont, comme les autres tout à apprendre, tout à gagner d'une commune recherche, d'une confrontation, des travaux, et des idées de ceux qui enseignent et de ceux qui produisent.

N'est-il donc pas opportun d'instituer ici les recherches les plus ouvertes, les discussions les plus libres entre syndicalistes de l'industrie, du commerce et de la fonction publique sur les problèmes de l'Education et de l'action ouvrière ? La vivante coopération de tous à ces recherches ne nous fera-t-elle pas aborder parfois les questions relatives à l'enseignement en général (celui des enfants et des jeunes) sous un angle autrement favorable à la défense c'est à dire à la réforme et à l'amélioration de l'enseignement public que ne peut l'être la poursuite des luttes vieilles de plus de 40 ans des partis politiques sur le problème scolaire ? Surtout que le problème n'intéresse pas exclusivement les spécialistes mais que les usagers, les travailleurs qui sont des parents ou qui le seront ont et doivent avoir leurs mots à dire sur ces sujets.

Le monde tel qu'il se présente à nous offre d'assez graves menaces à la pensée libre, à la volonté émancipatrice des travailleurs, menaces classiques d'un régime économique basé sur le profit et dont le procès n'est plus à faire, menaces de l'esprit totalitaire, des régimes politiques qui terrorisent et qui asservissent, pour que nous mettions tout notre acharnement, toute notre conviction, toute notre force, à chercher une issue, à construire une cité qui sera d'autant plus solide et d'autant plus belle que c'est avec nos mains nues, mais tous ensemble que nous l'aurons construite. Il est temps de confronter nos expériences et nos espérances, c'est à dire en fin de compte, nos idées. Qu'elles se rapportent à ce qu'il faut faire aujourd'hui ou à ce que demain devrait être, ne tournent-elles pas néces-

sairement autour de la question : "COMMENT FORMER DES HOMMES ?" Telle est la préoccupation qui lie, dans l'inquiétude et dans l'espoir tous ceux qui refusent à la fois les méthodes totalitaires et l'exploitation capitaliste.

Ainsi largement décrites nos ambitions, cessons ce discours. Car il ne s'agit pas d'ajouter aux difficultés à résoudre des mots qu'il faudrait ensuite interpréter.

Précisons seulement pour finir quel devra être le climat de ces cahiers. Tolérance absolue, bien sûr. Il n'est pas question qu'il y ait ici une tribune libre, les cahiers eux-mêmes en sont une. Et à cause de cela il faut que ce soit le travail commun d'un groupe vivant de lecteurs et de rédacteurs. Que les lecteurs nous critiquent, nous écrivent, nous fournissent toute la documentation qui leur paraîtra intéressante ; qu'ils réclament des documents ou des études sur les sujets qui les préoccupent.

Mais insistons encore. Nous voudrions reprendre à notre compte ce que P. MONATTE écrivait dans le premier numéro de la VIE OUVRIERE : "Nous n'avons ni catéchisme ni sermon à offrir. Nous ne croyons même pas à la toute puissance de l'éducation ; car nous croyons que la véritable éducatrice, c'est l'action". (Oct. 1909)

Ces cahiers, qu'ils ne soient pas le moins du monde "contemplation" mais invitation à réfléchir et à agir.

Rose ETIENNE

Secrétaire de la C.G.T.F.O.

G. WALUSINSKI

Secrétaire de
la F.EN.F.O.

FERNAND PELLOUTIER

1867-1901

Une revue de libres études syndicalistes ne saurait trouver de meilleur patronage que celui de Fernand PELLOUTIER qui fut un des premiers parmi les organisateurs du syndicalisme moderne et qui demeure l'une des grandes figures de l'histoire du mouvement ouvrier.

Il faut nous reporter par la pensée vers ces années 1890 où les forces ouvrières tentaient un difficile regroupement. Certes la loi de 1884 venait de reconnaître l'existence légale des syndicats, mais les premiers militants avaient à lutter contre l'hostilité patronale qui ne désarmait pas et disposait de mille moyens pour contrecarrer leur action, ils avaient à lutter surtout contre l'apathie de nombreux travailleurs qui n'avaient pas encore compris l'injustice de leur condition et l'inefficacité des efforts isolés.

Certes il y avait déjà des syndicats et leur nombre allait croissant, il y avait aussi des syndicalistes ardents et décidés, mais en trop petit nombre ; le mérite de PELLOUTIER, ce fut de rassembler ces forces éparses, de donner à ces prolétaires la science de leur malheur, de leur faire comprendre surtout que l'émancipation des travailleurs, comme le disait Karl MARX, ne peut être que l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes.

Nous devons lui savoir gré également d'avoir vu clair dans une situation complexe et difficile, d'avoir discerné l'intérêt essentiel de la classe ouvrière et d'avoir refusé nettement de confondre l'action syndicale propre avec l'action politique des partis, même de ceux qui avaient un programme social.

On sait que le parti ouvrier guesdiste était alors en pleine croissance, qu'il se recrutait essentiellement parmi les travailleurs des usines et des mines et que ses théoriciens avaient tendance à considérer les foules ouvrières comme des masses de manoeuvre, en vue des consultations électorales et de la conquête de mandats. PELLOUTIER réagit contre cette subordination et lui opposa une action syndicale indépendante, menée sur le lieu du travail, conduite par des ouvriers, avec leurs moyens et leur idéologie propres.

Indépendance et non hostilité. Les travailleurs sont aussi des citoyens qui ne doivent pas se dérober à l'action civique, qui ont leur mot à dire de leurs responsabilités à prendre sur le plan politique. PELLOUTIER leur demandait seulement de ne pas confondre deux activités qui ont chacune leur domaine particulier.

C'est à propos des problèmes économiques, des conditions de travail, de salaire, de sécurité que joue l'action syndicale et c'est cette action qu'il convient de mener avec le maximum de vigueur, de compétence et d'efficacité.

Pour cela, il fallait réagir contre les vieilles traditions compagnonniques qui subsistaient, contre le particularisme de certains métiers, la hiérarchie des professions, pour unir toutes les forces ouvrières dans un effort fraternel.

La tâche primordiale aux yeux de PELLOUTIER était donc de multiplier et de fédérer ces Bourses du Travail qui se créaient un peu partout depuis 1887, d'en faire l'armature de l'action prolétarienne. Dans chacune, des travailleurs de tous les métiers se réunissaient, ils apprenaient à se mieux connaître et à se mieux comprendre, à détruire les préventions et l'esprit de dénigrement qui avaient si longtemps paralysé leurs efforts.

En 1892, fut créée cette Fédération des Bourses du Travail dont PELLOUTIER fut le secrétaire de 1895 à sa mort, qu'il anima de sa foi ardente et dans laquelle s'élabora au jour le jour, sous la pression des problèmes et des conflits cette "coutume ouvrière" qui est le trait caractéristique et original du mouvement syndical français.

Et PELLOUTIER qui voyait grand, et qui voyait loin, dressa pour les Bourses du Travail un programme d'activités et de travail d'une grande ampleur dont nous n'avons pas encore réalisé tous les points.

Pour lui la Bourse du Travail devait se proposer un quadruple objectif et assumer 4 fonctions essentielles :

- 1°) Service de la mutualité.
Placement - secours de chômage - secours de voyage du viaticum - secours contre les accidents.
- 2°) Service de l'enseignement
Création de bibliothèques et de services de renseignements - musée social avec produits des industries locales - cours professionnels et de culture générale.
- 3°) Service de la propagande
Etudes statistiques et économiques - création de syndicats et de coopératives - développement du fonctionnement des conseils de Prudhommes.
- 4°) Service de la Résistance
Mode d'organisation des grèves - agitation contre les projets de loi inquiétants.

Les Bourses étaient dans sa pensée les cellules d'une organisation sociale nouvelle et il se dépensa sans compter pour les développer et les aider à mieux remplir leur rôle.

Programme magnifique et courageux. PELLOUTIER n'était pas de ceux qui flattent les masses populaires et les bercent de formules simplistes en leur attribuant toutes les vertus. Il leur traçait les tâches à remplir, indiquait les efforts indispensables et insistait en toutes circonstances sur la nécessité d'appuyer l'action par un effort de documentation, par une formation intellectuelle d'autant plus nécessaire que l'Ecole primaire, la seule accessible aux enfants du peuple, ne donnait alors qu'une instruction très limitée. Certes les Lois FERRY de 1881 avaient réalisé un progrès marqué en créant l'école laïque obligatoire, mais les nécessités économiques obligeaient les enfants à travailler beaucoup trop tôt, à 12 ans et même à 11 ans, avant qu'il fut possible de leur donner une véritable formation civique et sociale.

C'est à ces prolétaires que PELLOUTIER recommandait d'étudier, de lire, de réfléchir, pour qu'ils soient capables de comprendre les problèmes complexes de la vie économique, de jouer leur rôle avec efficacité dans les discussions avec le patronat et les pouvoirs publics, de résister à la séduction des phrases éloquentes mais creuses.

Dans le désarroi des esprits, né de la campagne boulangiste par laquelle nombre de républicains s'étaient laissés séduire, PELLOUTIER intervint pour dégager le syndicalisme naissant de l'emprise politique et le ramener à son véritable objet, la lutte sur le plan économique avec comme but final l'abolition du salariat et de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Nettement et à maintes reprises, il a souligné l'importance et la valeur de la personnalité humaine, la nécessité de la respecter même chez les adversaires et de l'enrichir surtout par une éducation appropriée et libératrice, afin de permettre aux travailleurs de devenir maîtres de leur destin. Il ne s'agissait pas seulement pour lui, quel qu'en fut l'intérêt, d'une passagère amélioration des conditions de travail et d'une hausse des salaires, il voulait exalter la conscience des travailleurs, leur faire comprendre la grandeur de leur mission. "Les ouvriers, écrivait-il, après s'être crus si longtemps condamnés au rôle d'outil veulent devenir des intelligences pour être en même temps les inventeurs et les créateurs de leurs oeuvres".

Des intelligences ! Certes ! Non point des cerveaux nourris de savoir livresque, mais appliquées à l'étude des réalités, à l'observation des faits, à la connaissance exacte des mots, au maniement des idées. Il se trouve ainsi à l'origine de ce syndicalisme constructif que préconise notre C.G.T.-F.O. et de l'effort que nous poursuivons au C.E.O.

Ce militant admirable, bourgeois d'origine, était devenu peuple de tout son esprit et de tout son coeur, ignoré ou méconnu des uns, calomnié par les autres, il a, malgré les injures, malgré les souffrances, poursuivi tenacement la route qu'il s'était tracée et l'on peut dire qu'il avait faite sienne la devise que devait plus tard formuler Albert THIERRY : "Refus de parvenir, de parvenir seul, mais travailler sans relâche à l'amélioration du sort de tous".

Attitude austère qui ne fut pas toujours comprise, exemple de sacrifice qui ne fut pas toujours suivi. Mais avec gratitude, nous saluons aujourd'hui dans Fernand PELLOUTIER un précurseur en même temps qu'un guide de l'action ouvrière. Ses leçons sont toujours valables et méritent d'être retenues.

Atteint de tuberculose pulmonaire, PELLOUTIER dut prendre une retraite temporaire, puis définitive aux Bruyères de Sèvres près de Meudon où il mourut en 1901, âgé seulement de 33 ans. Pour avoir vu trop clair et trop loin, pour avoir conseillé l'effort continu et pénible au lieu de la phraseologie pompeuse et vide, PELLOUTIER avait suscité des animosités qui attristèrent ses derniers jours. Mais aujourd'hui nous le reconnaissons comme un des nôtres, un de ceux dont l'exemple et l'enseignement font notre fierté et nous conservons de lui un souvenir respectueux et fraternal. Et il est légitime que nous placions ces cahiers d'information loyale et de probe recherche sous l'invocation de son nom, persuadés que nous ne trahissons pas sa pensée et que nous marchons dans la voie qu'il nous indiquait.

Georges VIDALENC.

DEBATS

=====

LES TACHES IMMEDIATES DE L'EDUCATION OUVRIERE.

Est-il possible d'établir un ordre d'urgence dans les diverses tâches d'éducation ouvrière ? Etablir un tel ordre n'est-ce pas déjà la conception même de cette éducation ?

Les trois textes qu'on lira ci-dessous fourniront des éléments à ce problème qui est bien, lui, le premier à résoudre. Qu'ils se recoupent ou qu'ils divergent nous préférons les laisser sous leur forme initiale. Au lecteur qui le pourra d'en tirer une synthèse que nous publierons volontiers.

"Brusquement la classe ouvrière s'est trouvée ces dernières années devant toute une révolution de responsabilités nouvelles.

Délégués du personnel - et délégués aux Comités d'Entreprise - demandent dans chaque usine et sur tous les lieux de travail, des militants avertis, dont la compétence s'étend des questions d'hygiène à la compréhension du bilan, en passant par le registre varié de la législation sociale. La nationalisation des industries - chemin de fer, aviation, électricité ou gaz, assurances, banques, usines diverses, appellent à leur tour des connaissances techniques économiques et de gestion.

Le Conseil National Economique, tout l'appareil de la Sécurité Sociale enfin, pesent à nos représentants des problèmes dont l'étendue et la délicatesse supposent des esprits alertes s'appuyant sur une documentation solide car il ne s'agit pas de faire une erreur. Les conséquences en retomberaient vite en cascade sur les humbles mortels que nous sommes.

Tout le monde, évidemment ne siège

pas au Conseil Economique ou dans les organes directeurs de la Sécurité Sociale.

Tout de même, les militants savent bien que les questions qui se posent à eux chaque jour relèvent des domaines les plus divers et les prennent souvent au dépourvu. Eviter de se prononcer, c'est laisser la partie belle à ceux qui n'ont pas pour unique préoccupation le bien des ouvriers ou celui du pays. Se prononcer à faux ne présente pas moins d'inconvénients - et l'on a vu tels délégués d'entreprise accepter, par exemple, d'enthousiasme une augmentation de capital proposée par le patronat par prélèvement sur les réserves.

Peut-on résoudre ces problèmes techniques, économiques, sociaux législatifs, grâce à l'apport d'une demi-douzaine de conférences, traitant, certes admirablement, de quelques points précis ? Combien nous disent : C'est une question urgente, et il importe avant tout de FORMER RAPIDEMENT des cadres. L'expérience nous a appris que les connaissances trop rapidement acquises manquent de solidité et d'étendue - et ne permettent jamais de répondre aux difficultés surgies à l'improviste.

D'autre part la connaissance de notre langue est indispensable dès qu'il s'agit de discuter ou de rédiger, de s'exprimer clairement, de comprendre la position de l'adversaire, d'analyser ses arguments et de leur trouver une réplique. Indispensable aussi de savoir sous les verbiages et les phrases bien apprises déceler la tromperie d'une propagande, et ceci fait, de pouvoir puiser dans la tradition syndicale ou l'étude des conditions économiques chez nous et à l'étranger de quoi confondre l'argumenteur de mauvaise foi.

Cela, bien sûr, ne se fera pas en un jour, et j'entends bien qu'on va me répéter : le temps presse - les tâches sont urgentes.

J'en suis bien persuadée - et c'est pour cela que j'insiste : On ne peut commencer trop tôt - Oui les cycles de conférences sont utiles, mais il ne sont qu'une esquisse, qu'une ébauche. Ils ne doivent pas prendre le pas sur les cours plus poussés, plus approfondis qui sont nécessaires à la formation du militant. Ils doivent les amorcer - ils ne peuvent les remplacer. Plus la tâche est urgente, plus vite il faut former les cadres, plus nous devons par-tout nous efforcer de bâtir, et autrement que sur du sable, et avec d'autres matériaux que du carton pâte.

Il y faudra de la persévérance dans l'effort, une volonté qui triomphe de la lenteur des résultats et qui s'acharne, persuadée que le spectaculaire appartient aux doctrines autoritaires mais que la formation d'un militant et d'un homme, cela ressemble au beau travail propre d'un bon ouvrier; Cela ne se sabote pas.

Denyse WURMSER

Le mouvement syndical a toujours eu tâche fondamentale le développement de l'éducation ouvrière. Cette nécessité pour le syndicalisme d'éduquer s'explique aisément parce que le développement de ses connaissances permet au militant de mieux lutter et d'agir avec plus d'efficacité dans une société où, malgré de louables efforts, l'enseignement n'est pas mis à la portée des travailleurs ; mais également parce que l'éducation fait partie de l'action émancipatrice du syndicalisme.

Aujourd'hui ce problème se pose avec une acuité toute particulière car nous avons à poursuivre une double action revendicative et constructive.

Il n'est plus seulement suffisant de préparer des militants pour une action purement revendicative, il faut que l'éducation ouvrière

permette à nos camarades d'acquérir des connaissances indispensables qui leur permettront d'apporter les solutions syndicales aux problèmes que pose la gestion d'une économie en pleine évolution. Ceci suppose donc la connaissance des problèmes économiques mais également celle de l'aspect juridique de ces problèmes, car le Droit en tant que science règle les rapports sociaux et repose sur un double fondement philosophique et économique.

Ceci n'indique nullement que l'enseignement ouvrier doit prendre un aspect théorique ou doctrinal ; bien au contraire, il doit rester essentiellement vivant, car le but de l'éducation ouvrière n'est pas de former des théoriciens mais des hommes susceptibles de comprendre et de résoudre les problèmes sociaux.

Cette compréhension des problèmes est indispensable au développement de l'action syndicale.

Certains parlent d'une crise du mouvement syndical et affirment qu'il est nécessaire de repenser le syndicalisme. Je crois qu'il y a là une erreur d'appréciation, en effet, il y aurait une crise du syndicalisme si celui-ci, dans une période de transformation économique n'était pas appelé à prendre de nouvelles responsabilités or, il n'en est rien et le mouvement syndical prend de nombreuses responsabilités sur le plan de l'entreprise, par les Comités d'entreprise, à l'échelon national au sein du Conseil Economique et dans les industries nationalisées, il participe donc à cette transformation économique.

Il n'y a pas une crise du syndicalisme en tant que doctrine mais il est nécessaire pour celui-ci de développer et de fortifier les connaissances de ses militants pour leur permettre d'occuper efficacement les postes auxquels ils sont et seront appelés dans la gestion ouvrière.

Cette nécessité pour le mouvement syndical de former ses cadres, de les éduquer et d'étendre cette éducation à la masse des travailleurs, fait peser sur le syndicalisme une lourde responsabilité. S'il n'était pas capable de promouvoir, d'une façon intense

cette éducation ouvrière, il laisserait la place aux technocrates qui transformeront peut être la structure économique mais supprimeront la liberté.

Or, l'émancipation des travailleurs ne peut se réaliser que dans un système assurant à l'individu la liberté et supprimant l'exploitation économique du travail par le capital.

Nos camarades doivent prendre conscience de l'urgence qu'il y a à éduquer les travailleurs, c'est une tâche immense, elle ne peut que passionner les militants :

J. MICHOLIN

La multiplicité des tâches auquel le mouvement syndical doit faire face fait sentir au plus haut point la nécessité d'un personnel nombreux de cadres syndicaux. Certes les différentes centrales en présence alignent un chiffre important de syndiqués. Mais dans chacune le besoin est le même : un nombre toujours grandissant, toujours plus important de cadres syndicaux. Avoir un nombre important d'adhérents, est-ce que cela veut dire un grand nombre de syndicalistes ? Est-ce que le nombre de syndiqués peut se traduire par un nombre aussi important de militants ? Certainement pas. Il y a lieu, en effet, de distinguer dans trois catégories les effectifs syndicaux :

1°) LE SYNDIQUE : celui qui cotise régulièrement, mais ne s'occupe absolument de rien (catégorie la plus nombreuse).

2°) LE SYNDICALISTE : Celui-ci est très attaché au mouvement syndical de son choix.

Il ne laisse passer aucune occasion de discussion des problèmes syndicaux, surtout ceux de sa profession. Mais cela ne va pas plus loin. En aucun cas, il n'acceptera un poste actif aussi bien sur le lieu de travail, au sein de son entreprise qu'au sein de l'organisation.

3°) LE MILITANT : Celui-là s'intéresse particulièrement à la vie de son organisation professionnelle et du mouvement syndical en général. Il ne craint pas d'accepter, ce

que l'on appelle, des responsabilités. Il fait partie de cette catégorie, que l'on désigne communément sous le nom de "cadres syndicaux". Catégorie assez vaste qui englobe depuis les collecteurs de timbres syndicaux sur la base de l'atelier, du chantier, du Bureau etc... jusqu'aux secrétaires confédéraux (en passant par les délégués syndicaux aux Comités d'entreprise, ou d'ateliers, membres de Conseils Syndicaux, de Commissions Exécutives, d'Unions Locales, et Départementales ; de Fédérations, de la Confédération ou des bureaux de ces différents organismes).

C'est par l'ensemble de ces militants qu'ils soient connus ou non, de la confrontation de leurs idées, de leurs différents points de vue ou tempérament que l'organisation détient sa vitalité. Journellement des Fédérations ouvrières sont citées par l'importance dans la vie économique de ce pays, de l'industrie dont elles ressortissent, et plus particulièrement en raison même du nombre important de salariés qui y sont employés (mines, bâtiment, métaux, produits chimiques, etc...). Mais, à côté de celles-ci, existent les petites Fédérations dont le rayonnement, tant au point de vue industriel qu'au point de vue quantitatif de salariés, est pratiquement insignifiant (Tonneau, chapellerie, pharmacie, coiffeurs, etc...). Au sein de ces industries ou professions, le recrutement syndical, en raison de la faible importance des entreprises ou de leur caractère artisanal n'est pas facile. Le besoin de militants, de cadres syndicaux, est aussi impérieux, sinon plus, qu'au sein des Fédérations d'industries clefs.

En raison de la législation extrêmement mouvante du travail, le problème des cadres syndicaux se pose avec beaucoup plus d'acuité que par le passé.

De jeunes travailleurs sont venus à nous. Ils sont pleins de bonne volonté. Certains de ceux-ci délégués, membres de conseils syndicaux ou non - peuvent et doivent dans l'avenir faire de bons militants. Comme la plupart d'entre nous, ils n'ont connu que l'école communale. Ils sont gênés bien souvent pour s'exprimer par écrit. Est-ce que cela veut dire qu'ils sont des cancre ? NON ! Ils ont le bon sens et l'intelligence.

Or, l'intelligence et l'instruction

sont deux choses bien distinctes : nous connaissons tous des licenciés, ou docteurs de ceci ou de cela n'ayant aucun esprit, aucune intelligence. Ceux-là ont eu la chance d'avoir des parents non dépourvus de moyens pécuniaires qui les ont poussé aux études. Ils ont assimilé l'instruction comme ils ont mangé et bu, alors que pendant ce temps leurs cerveaux dormaient. L'intelligence, le bon sens du Travailleur primaire est donc bien préférable à l'instruction acquise dans ces conditions.

Le rôle des organisations syndicales est vaste. Elles n'auront jamais trop de cadres syndicaux. Bien au contraire, elles en manqueront plutôt pour faire face à leur travail qui ne fera qu'aller en s'amplifiant. Dans ces conditions il convient donc de former continuellement les cadres indispensables à la bonne marche de l'organisation.

Pour toutes ces raisons, les jeunes cadres doivent trouver, auprès des anciens, tous appuis et encouragements. C'est ce qui motiva dans le passé la création du Centre Confédéral d'Education Ouvrière et des collèges du travail ; on ne saurait trop recommander aux jeunes cadres d'en suivre les cours. Ils augmenteront leurs connaissances. Il faut insister sur ce point : au sein du Centre Confédéral d'Education Ouvrière, ils ne seront pas traités en élèves, et les méthodes d'enseignement en usage n'ont rien de comparable à celles des écoles. Les cours rassemblent à de petites conférences où les intéressés participent à la discussion. Car ne l'oublions pas, le CEO comme les collèges du Travail existants, dans certaines Unions Départementales, ont pour but de parfaire l'instruction. En aucun cas, il ne saurait être question d'en faire des fabriques de militants destinés à penser en série. Ceux qui suivront ces cours devront, au contraire, aussi bien au sein de ces institutions qu'en tout autre lieu, conserver leur personnalité. Ils ne doivent pas craindre d'affirmer librement leur pensée quelle qu'elle soit.

Notre mouvement FORCE OUVRIERE n'a rien de commun avec les organisations autoritaires et totalitaires communistes ou autres où la formation de cadres n'a pour but que de

modeler les cerveaux sur le même moule. Or c'est précisément contre ces méthodes qui sciemment détruisent tout sens critique, annihilent tout esprit d'initiative et d'indépendance que nous nous élevons.

Notre mouvement syndical ne peut et ne doit pas être composé d'instruments passifs, de robots parés du nom "de militants". Sa vitalité, son indépendance ne peuvent être que la conséquence du travail et de la pensée de militants capables et intelligents, pensant par eux-mêmes et non par personnes interposées.

Marcel BOUCHER.

LA STRUCTURE CONFEDERALE ET SON HISTOIRE

Quand le travailleur adhère à son syndicat il ne sait pas toujours de quelle façon il prend ainsi contact avec l'ensemble de la classe ouvrière. Comment et pourquoi son syndicat est-il affilié à l'Union Départementale et à la Fédération d'Industrie. Comment et pourquoi la Confédération est elle formée de la juxtaposition de ces organismes ?

Ce sont là des questions que nous nous proposons d'étudier sérieusement. Elles peuvent être abordées en elles-mêmes, mais aussi par un rappel de la genèse du mouvement syndical français ou bien pour une comparaison avec les organisations ouvrières d'autres pays.

On trouvera ci-dessous le début d'un exposé sur la structure de la C.G.T. avant 1914, qui est extrait du livre de A. PHILIP "Trade Unionisme et syndicalisme". Nous publierons ultérieurement ce qui concerne les fédérations et la Confédération.

- I -

"Le syndicat c'est l'élément fondamental de la C.G.T. d'avant guerre, disposant seul d'une voix délibérative au Congrès Fédéraux, et jouissant de la plus grande autonomie ; il réunit l'ensemble des travailleurs salariés d'un métier ou d'une industrie déterminée dans la localité, le plus souvent sans tenir compte de l'âge, de la nationalité ou du sexe. La notion du travailleur a été dès le début entendu dans un sens très large, débordant de beaucoup la mentalité ouvriériste qui ne considère comme travailleurs que les salariés manuels ; c'est ainsi que l'on a admis dans les syndicats, dès 1901, les employés, les petits artisans, dominés par le capitalisme commercial, même les

petits paysans propriétaires, pourvu qu'ils n'emploient pas de salariés et que l'insuffisance de leur parcelle les oblige parfois à s'embaucher comme ouvriers ; les statuts-types de certains syndicats agricoles, rédigés par PELLOUTIER, allaient même plus loin et acceptaient les propriétaires de moins de 10 hectares en culture diverses ou de un hectare de vigne, à condition de n'employer que des salariés également syndiqués. Par contre, à la différence des Trade Unions anglo-saxonnes les syndicats ont toujours écarté de leurs rangs ceux qui, à un titre quelconque, exercent une parcelle de l'autorité patronale, tels que les contremaîtres, tâcherons ou contrôleurs ; enfin après un long débat, il fut décidé, en 1911, de ne pas affilier les professions libérales, avocats, médecins, journalistes, mais de les inviter à s'organiser dans les groupements indépendants.

L'organisation du syndicat local est très simple ; les statuts sont brefs, réduits au minimum ; le pouvoir suprême est exercé par une assemblée générale qui se tient à une périodicité variable, en général tous les trois mois ; dans l'intervalle, le syndicat est administré par un conseil syndical élu par l'assemblée ; tout adhérent peut y être désigné, à condition de ne pas posséder de mandat politique. Le conseil se réunit une fois par mois et tout membre du syndicat a le droit d'assister à ses délibérations ; un bureau plus restreint, comportant un secrétaire, un trésorier et un archiviste est désigné soit par l'assemblée générale, soit par le comité pour assurer l'administration courante des affaires ; enfin, une commission de contrôle, élue par l'Assemblée générale, surveille la gestion financière du bureau.

III - Les Bourses

Les syndicats locaux doivent adhérer à la Bourse du Travail de leur localité et à l'Union de leur Département ; depuis la création de la C.G.T., ces dernières ont pris une extension de plus en plus grande aux dépens des Bourses locales, et le Congrès de 1912 a décidé que, seules, les Unions Départementales seraient affiliées à la C.G.T. ; on reprochait aux Bourses leur localisme excessif et leur dépendance vis à vis des

pouvoirs municipaux qui leur fournissent leur local ; de plus en plus, on a distingué la commission administrative de la Bourse chargée d'assurer la gestion du local, de l'Union Départementale des syndicats réunissant toutes les organisations ouvrières en vue d'une lutte commune. Au point de vue organisation, l'assemblée générale ne joue dans l'U.D. qu'un rôle secondaire ; elle est parfois inexistante. Les pouvoirs appartiennent au comité général réunissant un délégué de chaque syndicat adhérent à l'Union Départementale ; ce comité, après avoir pris les décisions importantes, confie les pouvoirs d'administration à une commission exécutive élue par lui.

Les U.D. ont été vraiment les héritières des Bourses telles que les avait constituées PELLOUTIER ; elles ont créé des cours des conférences, des bibliothèques, coordonné les services de "viaticum" allocations de chômage permettant à l'ouvrier qui cherche du travail de séjourner dans la ville le temps nécessaire pour visiter les ateliers et gagner ensuite la ville voisine. Ce service, constitué par un grand nombre de Bourses, a été rendu obligatoire par le Congrès de Paris de 1909 ; désormais, tous les confédérés avaient droit à un secours maximum de 30 francs par an sous forme de 10 allocations successives de 3 francs ; les sommes étaient débourrées par les Unions Départementales et remboursées ensuite par la Trésorerie confédérale.

Les U.D. s'occupent surtout de la constitution de syndicats et de Bourses Locales dans tous leur département ; elles envoient des secours à toutes les organisations en grève, et par leur comité de la grève générale, assurent le soutien de tous les syndicats en lutte par le déclenchement de grèves de solidarité ; en fait nous verrons que jusqu'en 1914, les grèves ont été presque toujours déclarées par les syndicats locaux sans consulter leurs fédérations nationales, et se sont répandues d'un département, puis d'une région dans l'autre sous forme de grève de solidarité ; les Unions Départementales ont ainsi joué un rôle de tout premier plan dans tous les conflits ouvriers.

LES TEXTES A RELIRE

MORALE DE LA PRODUCTION

Animateur et Secrétaire Général de la Fédération des Universités Populaires, Charles GUIEYSSE dirigea de 1901 à 1909 la revue "Pages Libres" dont est extrait le passage qu'on lire ci-dessous. L'article dont nous republions que la conclusion s'intitule "Contre les Utopies". Charles GUIEYSSE y développe l'idée que toutes les utopies proposent à notre rêverie un "âge d'or" celui où il n'y aura "plus de travail producteur, rien que des fantaisies."

Ce texte écrit en 1907, était peut-être destiné plus particulièrement à d'incorrigibles optimistes qu'après deux guerres mondiales nous ne pouvons plus être. Mais la conclusion de Charles GUIEYSSE mérite encore d'être relue... et méditée.

"C'est corrompre la jeunesse et l'affaiblir que d'insister, comme on fait trop, sur l'âge d'or qui viendra et durant lequel les hommes se reposeront et jouiront. Car il ne viendra pas et les idées naissent malsaines quand on pense souvent et longuement. Il faut se mettre dans la réalité de la vie, qui est le mouvement et non la stabilité la peine et non le repos, la production et non la richesse. Il y a une morale de la production. Il se pourrait même que ce soit la seule morale possible du moment qu'on abandonne la conception religieuse, et il semble bien qu'on l'abandonne de plus en plus.

Alors il ne faut plus parler de "tâche", il faut parler de "métier". Puisque nous ne voulons pas vivre comme des bêtes, puisque nous nous vantons de civilisation, puisque nous voulons par la pensée ennoblir les choses, que nos efforts d'intelligence ne portent pas vers la jouissance et le repos illusoire, mais sur les actes que nous accomplissons journallement. Leur but immédiat est de nous procurer le pain avec ou sans beurre. Soit. Mais puisqu'il nous répugne de n'être qu'un ensemble de phénomènes physico-chimiques, ramenons notre esprit sans cesse sur ces acy

TEXTES ET DOCUMENTS

- Une série d'articles sur le syndicalisme aux U.S.A. -

Sous le titre : "Le LABOR", aile marchante du Fair DEAL, le MONDE a publié du 31 mars au 5 avril 1949 une enquête de son correspondant aux U.S.A., M. Henri PIERRE. Y sont successivement étudiés : le caractère des luttes menées par les syndicats (H. PIERRE rappelle la définition donnée par STRASSER l'un des fondateurs de l'A.F. of.L. en 1883 : "Nous n'avons pas de fins ultimes, nous combattons seulement au jour le jour pour des objectifs immédiatement réalisables en quelques années". Les méthodes : grèves et appel à l'opinion publique, les bureaux d'études, (Research Department) les services assurés par les syndicats (vacances, voyages, etc...) et enfin l'intervention dans la vie politique américaine. "Malgré ses insuffisances doctrinales et la dictature de certains "bonzes le "Labor" représente aux Etats Unis une grande force progressiste qui veut rendre les masses populaires américaines plus conscientes de leurs obligations internationales dans le monde".

Contre ces insuffisances, quelques véritables tentatives, encore trop rares, d'éducation ouvrières se dessinent :

"Seules quelques Unions comme l'I.L.G.W.U. aux fortes traditions socialistes, ou comme les jeunes syndicats de l'auto, de l'acier, et des textiles accordent au programme éducatif une mission beaucoup plus large. Ces apôtres de l'éducation ouvrière, connaissant la faiblesse idéologique et le manque d'éducation politique de la grande majorité, veulent rendre les travailleurs conscients du rôle qu'ils sont appelés à jouer dans la vie nationale et internationale. Avec les libéraux Américains ils ont hérité des pionniers cette foi en l'homme que l'éducation et l'information doivent sortir des ténèbres. L'effort de ces pionniers de l'éducation ouvrière (et je pense Me COHN, à M. STARR de l'I.L.G.W.U. ou à M. W. REUTHER de l'automobile) est non seulement utile mais indispensable. C'est ce que me confiait un haut fonctionnaire

du département du travail : - Tout ce qui pourrait être fait dans ce sens, me disait-il, sert non seulement le Labor mais la démocratie tout court, car l'expérience de l'Europe nous a appris qu'une classe ouvrière non éduquée était une proie facile pour un mouvement totalitaire."

B- La vie d'un enfant français
racontée à un enfant russe.

L'article qu'on lira ci-dessous a paru dans le numéro de Mars de la revue mensuelle pour enfants : "Le Pionnier" organe du groupement officiel (il n'en est évidemment pas d'autre) des jeunes écoliers et scouts soviétiques "Le Pionnier" annonce que l'auteur de l'article est un collaborateur français de "l'Avant-Garde" M. Louis GORIN.

Nous laissons nos lecteurs juges de la qualité "éducative" de l'information dispensée par "Le Pionnier!"

Les garçons et les filles de l'Union Soviétique s'intéressent beaucoup à la vie des enfants des ouvriers et des paysans dans les autres parties du monde. Chaque fois que j'ai eu l'occasion de les rencontrer, ils m'ont demandé si les enfants français allaient à l'École, ce qui pouvait les intéresser, en quoi consistaient leurs jeux, s'ils avaient des clubs et des organisations pour enfants.

J'ai le plaisir de répondre à certaines questions qu'ils m'ont posées :

Bien entendu, les enfants français vont à l'école. La loi oblige chaque enfant âgé de 7 à 14 ans d'y aller, mais ce n'est qu'une obligation de la loi. En réalité, en France il existe beaucoup de familles pauvres où les enfants ne font aucune étude. Leurs parents n'ont pas d'argent pour leur acheter des crayons, des

cahiers et des livres. Pour ce qui est des écoles secondaires, il n'y a que quelques enfants qui peuvent y terminer leurs études, car les droits de scolarité sont très élevés. Les enfants des ouvriers et des paysans entraient en qualité d'apprentis chez les artisans ou bien dans des usines ou bien encore travaillaient chez les riches fermiers.

Pour vous donner une description plus complète de la façon dont vivent nos enfants, je vais vous raconter l'histoire d'un petit français avec lequel j'ai eu l'occasion de faire mes classes :

Lucien était né dans un petit village près de BORDEAUX ; ses parents étaient de pauvres paysans qui devaient travailler du matin au soir dans les champs et qui joignaient les deux bouts avec grande difficulté. Le petit Lucien jouait dans les rues sales ou bien dans les champs, et quand il fut un peu plus grand on l'envoya garder les vaches.

A six ans sa mère l'envoya à l'école qui se trouvait dans un village plus important à quelques kilomètres.

Chaque matin le petit Lucien allait à l'école. Les cours commençaient à huit heures du matin et se terminaient vers le soir. Les jeudis et les dimanches Lucien n'allait pas à l'école, il aidait ces jours-là ses parents, ou bien gardait les vaches. Il eut bien entendu, quelques petites distractions dans sa vie : quelquefois ses camarades organisaient des combats avec des gamins d'un autre village. Un grand événement pour le gamin fut l'apparition d'une batteuse. Quelquefois on le conduisait au marché de la ville, et il sommeillait dans la charrette traînée par des bœufs. Voilà à peu près les seules distractions de cet enfant qui habitait un village français.

Les enfants français n'ont aucune idée de ce que peuvent représenter des promenades collectives, des clubs de pionniers des cercles dramatiques, des jeux, des danses, des cercles de naturalistes, des stations techniques. Une seule fois dans sa vie le petit Lucien fut emmené par sa mère au

cinéma pour le récompenser d'avoir obtenu de bonnes notes à l'école.

Lucien était un élève très appliqué et très capable, il aimait son école, il s'intéressait à la lecture ; Lucien gardait les vaches en tenant toujours un livre en mains, et son père le grondait souvent pour cette manie, car il estimait que son fils s'intéressait plus au héros de son livre qu'aux vaches. Et voilà, enfin Lucien termina son école. On fêta chez lui cet événement ; son grand père lui fit cadeau d'une montre en argent qu'il avait lui-même reçue, il y a bien des années de son grand père. Et puis... et puis, Lucien se remit à garder les vaches.

Un jour le maître d'école vint trouver le père de Lucien et lui dit : "Votre fils a de grandes capacités, il faut qu'il continue ses études. Un jour vous serez fier de lui". Quelques jours s'écoulèrent et le père de Lucien le fit venir et l'emmena bien loin dans les champs. "Je suis fier de toi, mon gamin, lui dit-il, tu as bien travaillé et le maître d'école m'a dit que tu devais continuer tes études, mais tu sais très bien que nous ne sommes pas riches et que nous avons deux petits frères ^{ou trois} à élever, je n'ai pas de quoi payer tes études". Deux larmes coulèrent sur les moustaches du père. C'est la première fois que Lucien voyait son père pleurer, mais ce dernier se maîtrisa bien vite et lui dit : "Tu n'as que deux voies à suivre, ou bien tu vas rester à la maison et nous travaillerons ensemble dans les champs ou bien tu vas apprendre un métier. Ne te hâte pas dans ta réponse, pense bien à ce que je t'ai dit" et le père le quitta.

Lucien réfléchit longtemps, non, il ne veut pas être un paysan, il ne veut pas toute sa vie, comme son père, fouiller un petit bout de terre et vivre dans une demie misère. Il préfère être forgeron, c'est une bonne profession, il deviendra un vrai ouvrier, tout le monde le respectera car il connaîtra bien son métier. Il va de soi que Lucien ne peut espérer entrer dans une école pour artisans. Ces écoles n'existent qu'en Russie, dans le pays des Soviets, pour les enfants soviétiques, et Lucien commença son travail

d'apprenti forgeron. Il n'avait que onze ans, il était très grand pour son âge, mais il n'avait pas beaucoup de force, et le travail était très pénible, il devait toujours tenir le sabot d'un cheval, il devait soulever ce marteau si lourd... Et les jours passaient ainsi. Lucien ne pouvait même pas espérer avoir un jour de repos, il travaillait dix, douze heures, et après son travail il devait encore balayer, arroser le jardin de son patron, et lui nettoyer son auto et tout cela bien entendu sans recevoir un sou, car Lucien n'était qu'un apprenti. Lucien était très malheureux, mais il ne se plaignait pas, il était trop fier, pour rien au monde il n'aurait avoué à son père qu'il était malheureux et que le travail lui était pénible. Trois ans passèrent, un jour il n'y tint plus et il déclara à son patron qu'il le haïssait et il s'enfuit.

Lucien parcourut toute la contrée, et ce n'est qu'après avoir trouvé du travail qu'il est rentré chez lui et qu'il a tout raconté à son père.

Et c'est ainsi que ce petit garçon plein de capacités est resté un simple ouvrier sans aucune éducation.

Cette histoire se rapporte bien entendu à une période d'avant guerre, actuellement Lucien est déjà chef de famille, lui et ses camarades ont décidé que leurs enfants vivraient d'une autre vie. Lucien et ses camarades comprennent parfaitement que dans un monde où règne l'argent, toutes les voies sont fermées aux pauvres, même s'ils ont de grandes capacités et ils combattent âprement pour que la vie des simples travailleurs en France puisse être modifiée, afin que leurs enfants reçoivent ce que vous avez, vous autres, enfants soviétiques : le droit de développer librement vos talents, le droit d'étudier sans contrainte, le droit d'acquérir n'importe quelle profession.

Cinquante mille garçons et filles français se sont réunis en une "Union des Vaillants et Vaillantes" (Union des Vaillants).

Nos vaillants, bien entendu ne possèdent pas de talais, comme en ont les jeunes pionniers du pays soviétiques, notre Gouverne-

ment n'est nullement intéressé à ce que leur vie soit plus douce, mais ils sont parvenus dans certains endroits à créer des clubs où ils se réunissent sous la direction de camarades plus âgés, membres de "l'Union de la jeunesse Républicaine Française".

Durant la dernière grande grève des mineurs, les membres de l'Union des Vaillants ont reçu dans leurs familles les enfants des grévistes. Ils ont partagé avec eux leur toit, et leur table. Durant 2 mois ils les ont aidés et se sont montrés de vrais amis pour ces enfants de lutteurs. Ils ont récolté des produits alimentaires qu'ils ont envoyés aux grévistes. Voilà la raison pour laquelle tout le peuple français aime tant l'Union des Vaillants, voici pourquoi leur journal "Vaillant" se vend à 200.000 exemplaires, voici pourquoi ce mouvement croît de jour en jour et porte dans ses rangs de futurs lutteurs pour le bonheur du peuple français. Voilà la raison pour laquelle, demain leur appartient. Ils sortiront vainqueurs de leur lutte.

INFORMATION
=====

LES SEMAINES D'ETUDES ORGANISEES PAR LE
CENTRE D'EDUCATION OUVRIERE.

Les semaines d'études franco-britanniques auront lieu cette année :

- 1°) du 16 au 23 juillet à FARNCOMBE
(Angleterre) - prix : 10.000 f.
voyage compris, PARIS-FARNCOMBE
et retour PARIS.
- 2°) du 5 au 19 août à MARLY LE ROI
(France) - Prix : 6.000 f. (plus
le voyage).

Sujets traités :

à FARNCOMBE - Les problèmes auxquels l'Angleterre travailliste a du faire face depuis la fin de la guerre (nationalisation-plein emploi logement ouvrier, etc...)

à MARLY - les relations avec le monde (problèmes coloniaux - relations avec l'Allemagne - Problème des alliances - fédéralisme européen - mouvement ouvrier international).

Ces conférences et ces discussions ayant lieu dans les deux langues française et anglaise il est hautement désirable que les participants aient au moins des notions élémentaires d'anglais.

Les camarades qui désireraient participer à ces rencontres sont priés d'écrire à Denyse WURMSER, au Centre d'Education Ouvrière, 198, Avenue du Maine PARIS (XIV°)

Des subventions pourront éventuellement être accordées aux élèves du C.E.O. et des collèges du Travail sur recommandation de leur organisation.